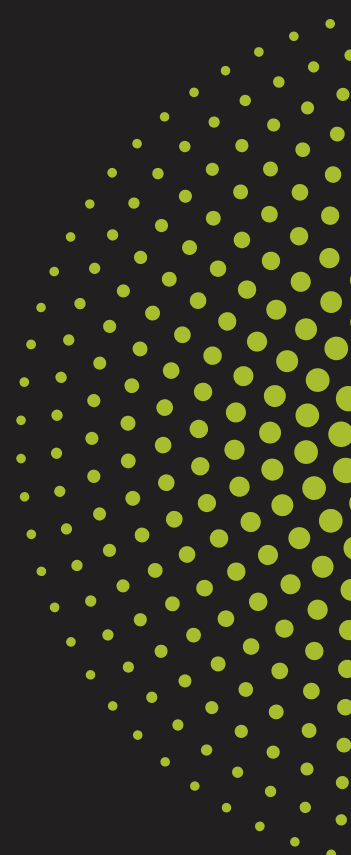




Rapport monitoring média

FEVRIER 2026

Résumé exécutif

Le mois de février 2026 a été marqué par une intensification des communications “officielles” autour de la Refondation de la République, dans un contexte où la lisibilité du processus et la solidité de la transition politique demeurent au cœur du débat public. Les autorités ont multiplié prises de parole et déplacements pour réaffirmer la progression de la concertation nationale, insistant sur la territorialisation des consultations, la mise en place des structures régionales et la préparation méthodologique du processus. Les médias généralistes ont largement relayé ces messages, consolidant la prédominance du récit institutionnel dans l’espace public.

Sur la scène diplomatique, le mois a été rythmé par des épisodes significatifs. Madagascar a dû gérer une tension diplomatique liée à la rencontre entre l’ancien président Andry Rajoelina et le roi d’Eswatini, tout en cherchant à renouer avec l’Union africaine et à conforter sa stratégie de “diplomatie tous azimuts”. Parallèlement, plusieurs partenaires internationaux ont réaffirmé leur approche pragmatique de la situation en reconnaissant de facto la nature transitoire du régime, conditionnant leur soutien à la tenue d’élections crédibles dans le délai annoncé de vingt-quatre mois.

L’espace intérieur, quant à lui, a été marqué par une montée des inquiétudes autour de la crédibilité des mécanismes électoraux et de la gestion de la Refondation. Des doutes publics relayés par les médias soulignent une méfiance persistante envers la CENI, ainsi qu’une interrogation croissante quant à la transparence du calendrier électoral et au degré d’inclusivité des décisions structurantes, notamment sur la feuille de route attendue par la SADC.

Au croisement de ces dynamiques, ce rapport vise à offrir une lecture systémique du paysage médiatique malgache : sa capacité à informer, à éclairer, à interroger, mais aussi ses zones d’ombre, ses fragilités et ses tensions internes — autant d’éléments essentiels pour mesurer la santé démocratique d’un pays en recomposition. Le présent rapport analyse à la

fois les récits dominants et les zones d'expression alternative qui émergent dans l'espace public. Il met en lumière la place prépondérante du discours institutionnel dans les médias analysés, un phénomène qui tend à homogénéiser l'information et à réduire la diversité des cadrages autour des grandes orientations de la Refondation.

CONCERTATION NATIONALE

Après plusieurs semaines marquées par des interrogations sur le rythme et la lisibilité du processus, les autorités chargées de la Refondation multiplient les prises de parole publiques afin de réaffirmer la progression de la concertation nationale. Cette séquence communicationnelle intervient dans un contexte où la dynamique du processus avait été perçue comme ralentie (cf. Ilontsera, *Rapport monitoring média*. Janvier 2026). Les interventions médiatiques récentes visent ainsi à réinstaller l'idée d'un chantier en cours, structuré et irréversible.

1. Réaffirmer la progression du processus

Invitée au début du mois de février dans une émission spéciale sur la chaîne nationale **TVM**, la ministre d'État chargée de la Refondation, Hanitra Razafimanantsoa, a tenu à souligner que les travaux se poursuivent et que plusieurs structures opérationnelles ont déjà été mises en place. Elle a notamment évoqué l'achèvement progressif de la désignation des responsables régionaux, présentée comme une étape déterminante dans la territorialisation du processus.

La communication officielle insiste particulièrement sur les dimensions techniques et organisationnelles du processus : nomination des responsables régionaux, préparation méthodologique des consultations, structuration des mécanismes de suivi (**TVM**, **L'Express de Madagascar**, **RDB**). Ce cadrage permet de déplacer l'attention médiatique du registre politique — où dominent les interrogations sur les rapports de force — vers celui de la gestion administrative et de la planification.

Ces prises de parole récentes des responsables de la Refondation interviennent dans un contexte où le processus avait commencé à être perçu comme ralenti ou incertain. En insistant sur la mise en place progressive des structures régionales et sur l'avancement organisationnel des travaux, les autorités cherchent à réintroduire l'idée d'un calendrier maîtrisé et à stabiliser temporairement le récit institutionnel.

2. Territorialisation comme source de légitimation

L'un des axes les plus récurrents du discours officiel repose sur l'idée d'une concertation "partant de la base" (***L'Express de Madagascar, Aceem Radio, RNM***). Les autorités mettent en avant la nécessité de recueillir les contributions des différentes forces vives à l'échelle locale avant toute synthèse nationale. Ce cadrage joue un rôle stratégique dans la construction de la légitimité du processus. En plaçant les consultations locales au cœur du dispositif, les promoteurs de la Refondation cherchent à inscrire la réforme institutionnelle dans une logique participative et territorialisée. Ils tentent également de différencier le processus actuel des tentatives antérieures de dialogue politique souvent perçues comme élitaires ou centralisées.

Dans cette perspective, les consultations préalables organisées dans plusieurs grandes villes sont présentées comme les premières manifestations concrètes de cette territorialisation. Elles remplissent une double fonction : établir un diagnostic sur les attentes des populations et introduire, dans les régions, les principes et les objectifs de la concertation nationale. (***TVM, Real TV, L'Express de Madagascar, Tia Tanindrazana, RDB***)

3. Récit de rupture avec les crises

Les responsables de la Refondation mobilisent également un registre historique pour légitimer la démarche engagée. En évoquant les crises politiques successives traversées par Madagascar depuis l'indépendance, ils inscrivent la concertation nationale dans une tentative de rupture avec un cycle d'instabilité récurrent. La concertation nationale apparaît comme un moment constituant, appelé à produire les bases d'un nouvel équilibre institutionnel. L'accent mis sur la reconstruction "à partir de la base" renforce cette dimension symbolique, en associant la participation citoyenne à la refondation de l'État. (***TVM, Aceem Radio***)

Ce recours à la mémoire politique sert plusieurs objectifs. Il permet d'abord de présenter la concertation comme une réponse structurelle à un problème historique, plutôt que comme une initiative conjoncturelle. Il vise ensuite à construire un horizon collectif mobilisateur, centré sur la reconstruction du pacte national. (***TVM, Real TV, L'Express de Madagascar, Tia Tanindrazana, Radio Antsiva, AZ Radio***)

4. Espace médiatique dominé par le récit institutionnel

L'analyse du traitement médiatique montre que la parole institutionnelle continue de structurer largement la couverture du processus. Les interventions des responsables de la Refondation constituent la principale source d'information relayée par les médias. (*TVM, IBC, Real TV, Dreamin, L'Express de Madagascar, Aceem Radio*)

Cette configuration permet d'une part au récit officiel de conserver une position dominante dans la narration médiatique du processus. D'autre part, elle laisse subsister une zone d'incertitude : l'absence actuelle de contestation médiatique structurée ne signifie pas nécessairement une adhésion durable, mais peut traduire une phase d'observation dans l'attente d'étapes plus décisives.

Pour les autorités, l'enjeu consiste désormais à transformer cette phase préparatoire en dynamique politique visible. La réussite du processus dépendra notamment de la capacité à maintenir l'attention médiatique, à élargir la participation effective des acteurs régionaux et à produire des résultats tangibles susceptibles de renforcer la crédibilité de la Refondation.

4. Espace médiatique dominé par le récit institutionnel

L'analyse du traitement médiatique montre que la parole institutionnelle continue de structurer largement la couverture du processus. Les interventions des responsables de la Refondation constituent la principale source d'information relayée par les médias. (***TVM, IBC, Real TV, L'Express de Madagascar, Aceem Radio***)

Cette configuration permet d'une part au récit officiel de conserver une position dominante dans la narration médiatique du processus. D'autre part, elle laisse subsister une zone d'incertitude : l'absence actuelle de contestation médiatique structurée ne signifie pas nécessairement une adhésion durable, mais peut traduire une phase d'observation dans l'attente d'étapes plus décisives.

Pour les autorités, l'enjeu consiste désormais à transformer cette phase préparatoire en dynamique politique visible. La réussite du processus dépendra notamment de la capacité à maintenir l'attention médiatique, à élargir la participation effective des acteurs régionaux et à produire des résultats tangibles susceptibles de renforcer la crédibilité de la Refondation.

REFONDATION vs TRANSITION

Depuis la prise de pouvoir des autorités militaires en octobre, la question de la qualification politique de la période actuelle continue d'alimenter les débats dans l'espace politico-médiatique malgache. Si certains acteurs nationaux hésitent encore à employer explicitement le terme de "Transition", plusieurs partenaires internationaux ont progressivement adopté cette terminologie, contribuant *de facto* à installer ce cadre d'analyse dans les relations diplomatiques avec Madagascar.

Les prises de position récentes de plusieurs organisations internationales et partenaires bilatéraux indiquent ainsi une forme de reconnaissance pragmatique de la trajectoire politique annoncée par les autorités malgaches, tout en conditionnant leur soutien à la perspective d'un retour à l'ordre constitutionnel dans un délai déterminé.

1. L'Union africaine (UA) entérine le cadre d'une transition politique

Au niveau continental, l'UA a clairement adopté la qualification de "Transition" pour désigner la période politique actuelle à Madagascar. Cette position est relayée par l'envoyé spécial de l'organisation, Mohamed Idriss Farah, qui suit l'évolution de la situation depuis plusieurs mois. Cette reconnaissance s'inscrit dans la doctrine habituelle de l'organisation face aux changements anticonstitutionnels de gouvernement. Depuis la prise de pouvoir militaire du 13 octobre, Madagascar reste suspendu de la participation aux activités de l'organisation continentale, conformément aux mécanismes prévus dans ce type de situation. (***Dreamin, L'Express de Madagascar, Radio Antsiva***)

Le président de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf, a réaffirmé l'approche de principe de l'organisation : accompagner un processus politique conduit par les Malgaches eux-mêmes, tout en favorisant une sortie progressive de la transition vers un retour complet à l'ordre constitutionnel. Dans cette logique, la tenue d'une élection présidentielle au terme d'une période de vingt-quatre mois apparaît comme l'horizon politique permettant d'envisager la levée des sanctions imposées au pays.

2. L'Union européenne (UE) adopte une posture d'accompagnement institutionnel

Du côté de l'UE, le discours se veut également pragmatique, privilégiant une logique d'accompagnement technique du processus électoral annoncé. Après une rencontre avec le président de la CENI, Roland Kobia a souligné l'importance d'organiser des élections libres et transparentes dans le délai annoncé de vingt-quatre (24) mois. (*Kolo TV, IBC, L'Express de Madagascar*)

L'UE indique ainsi être prête à soutenir les institutions nationales et la population dans la préparation de ce processus électoral, ce qui suggère un engagement futur en matière d'assistance technique et logistique. Cette position assumée médiatiquement par l'UE ancre le dialogue autour d'un objectif central : la préparation d'élections crédibles.

3. Le délai de vingt-quatre mois au cœur des incertitudes politiques

L'ensemble de ces signaux diplomatiques traduit une forme de reconnaissance pragmatique de la transition malgache par la communauté internationale. Sans procéder à une validation politique explicite du changement de pouvoir, les partenaires internationaux semblent privilégier une stratégie d'accompagnement conditionnel. Toutefois, le calendrier de la transition reste cependant un sujet de débat, tant au sein de la classe politique malgache qu'au niveau diplomatique. Officiellement, les autorités maintiennent l'objectif d'une période de vingt-quatre mois, au terme de laquelle devraient être organisées les élections permettant de rétablir un ordre constitutionnel complet. (*IBC, Midi Madagasikara, Radio Antsiva*)

L'issue de la concertation nationale actuellement en préparation pourrait en effet influencer ce calendrier. Les discussions engagées dans ce cadre pourraient ainsi conduire à confirmer ce délai ou, au contraire, à envisager son ajustement en fonction des réformes institutionnelles envisagées. Dans ce contexte, la crédibilité du calendrier électoral annoncé apparaît comme un élément central. La capacité des autorités à structurer rapidement le processus électoral et à produire des avancées concrètes sera déterminante pour consolider la confiance des partenaires internationaux et éviter un prolongement incertain de la période de transition.

REFONDATION & DIPLOMATIE

1. Tensions diplomatiques autour de la rencontre entre Andry Rajoelina et le Roi d'Eswatini

La rencontre du 6 février entre l'ancien président malgache Andry Rajoelina et le roi d'Eswatini, Mswati III, a provoqué une réaction particulièrement ferme des autorités actuelles à Madagascar. Au-delà de l'incident diplomatique immédiat, cet épisode révèle plusieurs enjeux stratégiques liés à la bataille de légitimité politique autour de la transition, ainsi qu'aux rapports entre Madagascar et les organisations régionales africaines.

La présidence de la Refondation de la République a dénoncé la rencontre dans des termes particulièrement sévères, la qualifiant d'atteinte grave à la souveraineté de l'État malgache. Dans sa communication officielle, l'institution insiste sur le fait que l'ancien chef de l'État ne dispose plus, selon les autorités actuelles, de la qualité juridique lui permettant de représenter Madagascar sur la scène internationale. Le communiqué met notamment en avant la déchéance de nationalité attribuée à Andry Rajoelina, soulignant que toute tentative de le présenter comme une figure légitime du pays serait juridiquement infondée et politiquement inacceptable. Cette argumentation traduit une volonté claire des autorités de verrouiller la question de la représentation internationale de Madagascar durant la période actuelle. Dans cette perspective, la réaction officielle dépasse la simple protestation diplomatique. Elle vise également à réaffirmer la légitimité exclusive des institutions issues de la Refondation dans la conduite des relations extérieures du pays. (*IBC, L'Express de Madagascar, Radio Antsiva*)

Au-delà de la dimension diplomatique, cet épisode illustre également la compétition narrative qui se développe autour de la crise politique malgache. La rencontre entre Andry Rajoelina et le roi Mswati III peut être interprétée comme une tentative de l'ancien chef de l'État de maintenir une visibilité politique sur la scène régionale. De leur côté, les autorités actuelles cherchent à empêcher toute reconnaissance internationale implicite de leur prédécesseur en tant qu'acteur politique légitime. La vigueur de la réaction

officielle reflète ainsi la sensibilité extrême de la question de la représentation internationale dans un contexte de transition. L'incident intervient dans un moment où Madagascar cherche simultanément à stabiliser ses relations avec ses partenaires internationaux et à obtenir un accompagnement régional dans la gestion de la transition. (*IBC, Dreamin, Kolo TV, L'Express de Madagascar, Radio Antsiva*)

2. La MAE à la recherche d'appui continental

La rencontre du 16 février à Addis-Abeba entre la ministre malgache des Affaires étrangères, Christine Razanamahasoa, et le président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, constitue la première entrevue officielle entre des représentants de la Refondation et l'organe exécutif de l'organisation continentale depuis la prise de pouvoir militaire. Au-delà de la dimension protocolaire, cette rencontre illustre la stratégie des autorités malgaches visant à rétablir progressivement un dialogue institutionnel avec les organisations régionales et continentales, tout en cherchant à légitimer sur le plan diplomatique le processus de Refondation en cours. (*Kolo TV, Dreamin, L'Express de Madagascar*)

Selon le communiqué du ministère des Affaires étrangères -repris par la quasi-totalité des médias ayant traité le sujet-, Christine Razanamahasoa a présenté à son interlocuteur l'évolution de la situation politique et les avancées du processus de refondation engagé par les autorités actuelles. Cette démarche vise à inscrire la transition malgache dans un cadre narratif mettant l'accent sur les réformes institutionnelles plutôt que sur la rupture constitutionnelle qui a marqué le changement de pouvoir. Dans les échanges rapportés par le ministère malgache des Affaires étrangères, le président de la Commission de l'Union africaine aurait encouragé la tenue d'une concertation nationale inclusive.

Cette recommandation rejoint les orientations affichées par les autorités malgaches, qui présentent la concertation nationale comme l'étape centrale du processus de refondation institutionnelle. Le soutien à cette démarche peut être interprété comme une tentative de l'organisation continentale d'encourager une solution politique interne susceptible de déboucher sur un consensus national.

3. Diplomatie tous azimuts assumée par le PRRM

La séquence diplomatique marquée par les déplacements successifs du chef de l'État en Russie puis en France s'inscrit dans une stratégie officiellement présentée comme une mise en œuvre de la "diplomatie tous azimuts". Ce positionnement est revendiqué par le Président de la Refondation lui-même comme un principe d'ouverture et de diversification des partenariats internationaux. Dans cette perspective, la politique extérieure malgache est présentée comme guidée par une logique pragmatique, consistant à entretenir des relations avec tout État susceptible d'apporter des bénéfices au pays, indépendamment des clivages géopolitiques internationaux.

Dans le traitement médiatique, cette formulation constitue un élément central du cadrage officiel de la visite. La référence au multilatéralisme et à la diversification des partenariats fonctionne comme un registre de légitimation de la démarche diplomatique. (***TVM, Kolo TV, IBC, Real TV, L'Express de Madagascar, Tia Tanindrazana, AZ Radio, Aceem Radio***)

L'enchaînement des deux visites intervient dans un contexte international marqué par des tensions persistantes entre la Russie et les pays européens depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. Cette situation confère une dimension particulière à toute initiative diplomatique impliquant simultanément ces différents acteurs. Pour les médias analysés, cette conjoncture favorise des tentatives de lecture géopolitique de la séquence diplomatique. Une grille de lecture qui contribue tout de même à transformer une série de rencontres bilatérales en un épisode diplomatique plus large, inscrit dans les dynamiques contemporaines de compétition et de coopération entre puissances internationales. (***TVM, Real TV, Dreamin, L'Express de Madagascar, Tia Tanindrazana, AZ Radio***)

Les récits médiatiques demeurent relativement descriptifs, privilégiant la mise en contexte internationale plutôt qu'une interprétation politique tranchée. Toutefois, la juxtaposition de ces deux rencontres avec des acteurs majeurs de la scène internationale contribue à renforcer la visibilité de la politique extérieure malgache et à inscrire le débat public dans une réflexion plus large sur la diversification des partenariats stratégiques du pays.

REFONDATION & ELECTIONS

Dans le contexte actuel, la question de la crédibilité des institutions électorales s'impose progressivement comme un thème central du débat politique et médiatique. Les déclarations récentes du président du mouvement pour la Refondation de la République de Madagascar, Michael Randrianirina, illustrent cette tendance en mettant directement en cause la confiance dont disposerait aujourd'hui la Commission électorale nationale indépendante (CENI) auprès de la population. Cette prise de position, exprimée lors d'un déplacement à Mahajanga, intervient dans un moment où la préparation des futures échéances électorales se trouve étroitement liée au processus plus large de refondation institutionnelle engagé par les autorités.

1. Remise en question publique de la crédibilité de la CENI

Selon les propos du colonel Michael Randrianirina, la Commission électorale nationale indépendante ne bénéficierait plus d'un niveau de confiance suffisant au sein de la population. Cette affirmation constitue un signal politique important, dans la mesure où la crédibilité de l'organe chargé de l'organisation des scrutins représente l'un des piliers essentiels de toute transition vers un ordre constitutionnel stable. (***TVM, Kolo TV, IBC, Real TV, L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Tia Tanindrazana, RDB, Radio Antsiva, AZ Radio, Aceem Radio***)

En soulignant cette défiance supposée, le responsable du mouvement pour la Refondation inscrit la question électorale dans un cadre plus large de réforme institutionnelle. Selon cette lecture, la tenue d'élections ne saurait être envisagée sans transformations préalables visant à restaurer la confiance dans les mécanismes de compétition politique. (***IBC, Kolo TV, L'Express de Madagascar, Radio Antsiva***)

2. Climat de scepticisme dans l'espace médiatique participatif

Au-delà des déclarations officielles, les émissions radiophoniques interactives, qui constituent à Madagascar un espace d'expression citoyenne particulièrement non négligeable, reflètent également une forme de scepticisme quant à la crédibilité des processus électoraux. (*IBC, Radio Antsiva, Radio Record*)

Plusieurs interventions d'auditeurs relayées dans ces programmes expriment l'idée que les élections organisées jusqu'à présent auraient davantage relevé d'une formalité institutionnelle que d'un véritable mécanisme de choix démocratique. Dans ces discours, les scrutins sont parfois décrits comme des dispositifs destinés avant tout à apaiser les tensions politiques plutôt qu'à transformer réellement la distribution du pouvoir. Ces perceptions témoignent d'un niveau de méfiance non négligeable envers les mécanismes électoraux, alimenté par l'expérience des crises politiques successives qu'a connues le pays.

Un autre élément récurrent dans les débats concerne la question de la souveraineté dans la détermination du leadership politique. Certains intervenants dans l'espace médiatique soulignent que les décisions concernant la direction du pays devraient relever exclusivement du peuple malgache, sans influence extérieure. Ce type de discours reflète une sensibilité particulière dans le contexte actuel, où la transition malgache fait l'objet d'une attention soutenue de la part de partenaires internationaux et d'organisations régionales. Dans cette perspective, l'insistance sur la souveraineté populaire constitue aussi une réponse symbolique à la perception d'une pression internationale en faveur d'un calendrier électoral rapide.

3. Débat sur le calendrier électoral et la durée de la transition

L'ensemble de ces débats montre que la question électorale dépasse désormais la simple organisation technique d'un scrutin. Elle s'inscrit dans une interrogation plus profonde sur la reconstruction de la confiance entre citoyens et institutions politiques. Dans ce climat de méfiance institutionnelle, certains acteurs et segments de l'opinion estiment qu'une organisation rapide d'élections pourrait reproduire les dysfonctionnements observés lors des cycles politiques précédents. L'argument avancé repose sur l'idée qu'un scrutin organisé sans réforme préalable risquerait de reconduire les mêmes pratiques et les mêmes équilibres politiques. (**IBC, RDB, MBS, Gazetiko**)

Cette perspective nourrit un débat plus large sur la durée de la transition. Pour certains observateurs, un prolongement de cette période pourrait permettre d'approfondir les réformes institutionnelles et d'identifier de nouveaux profils politiques capables de renouveler la gouvernance nationale. Toutefois, cette approche soulève également des interrogations importantes. Si un temps supplémentaire peut favoriser des réformes structurelles, il peut aussi être interprété comme un report indéfini du retour à l'ordre constitutionnel, ce qui constitue l'une des principales préoccupations des partenaires internationaux.

REFONDATION & SOCIÉTÉ CIVILE

Les prises de parole de plusieurs organisations de la société civile et des différentes branches de la Gen X/Y/Z durant le mois de février insistent sur la conduite de la Refondation devient un objet croissant d'interrogation publique. Présentée comme une alerte sur l'orientation du processus politique en cours, les narratifs de ces organisations mettent en avant deux préoccupations centrales : l'absence perçue de cadre concerté pour la gestion de la Refondation et le manque de clarification concernant l'échéance présidentielle. Dans l'espace médiatique, cette intervention contribue à déplacer le débat du terrain strictement institutionnel vers une problématisation plus large de la gouvernance du processus de Refondation.

1. Interpellation sur la conduite de la “Transition”

Les déclarations recensées reposent d'abord sur un registre d'alerte, visant à signaler une inquiétude quant à l'évolution du processus de transition ; cherchant à inscrire leur prise de position dans une légitimité citoyenne plus large. La formulation mobilisée ne se limite pas à une critique politique : elle construit un discours d'intérêt général, fondé sur la préservation des objectifs initiaux de la refondation. (**IBC, Kolo TV, Dreamin, Midi Madagasikara, L'Express de Madagascar, MBS, RDB, Aceem Radio**)

Cette posture confère à ces organisations une position d'acteurs de vigilance démocratique, car au cœur des débats figure la question de la “feuille de route”. Ils affirment qu'aucune concertation inclusive n'aurait été organisée pour définir les modalités de gestion du processus. Cette critique introduit un cadrage particulier : celui d'une Refondation dont les orientations institutionnelles demeurerait insuffisamment clarifiées. (**MBS, IBC, L'Express de Madagascar, Gazetiko, RDB**)

La question de la concertation en vue de définir une feuille de route devient un indicateur de légitimité politique et procédurale. En mettant l'accent sur l'absence supposée de consensus national, les organisations concernées cherchent à repositionner le débat sur le terrain des mécanismes participatifs et de la gouvernance collective du processus de Refondation.

2. Dénonciation de calculs politiques

Les organisations de la société civile autant que les mouvements de jeunes introduisent une dimension plus critique en évoquant la “prédominance de calculs politiques visant à consolider durablement des positions de pouvoir” ; ce qui suggère l'existence de stratégies politiques susceptibles d'orienter la Refondation vers des objectifs de consolidation individuelle ou partisane.

Face à ces préoccupations, l'urgence d'une concertation nationale sur la gestion de la Refondation apparaît comme la principale piste de solution avancée pour répondre aux inquiétudes soulevées. (**MBS, IBC, Viva TV, L'Express de Madagascar, Aceem Radio**)

Dans la logique discursive des communiqués et déclarations, la concertation est présentée comme un mécanisme de régulation politique susceptible de restaurer la confiance et de clarifier les orientations institutionnelles. Elle renvoie à une tradition politique malgache où les forums de dialogue et les processus participatifs jouent régulièrement un rôle dans la résolution des tensions institutionnelles. (**MBS, AZ Radio, RDB**)

3. Feuille de route

À l'approche du 28 février, date butoir fixée par la SADC pour la remise d'un rapport sur l'état de préparation au dialogue ainsi que d'un projet de feuille de route nationale, la question du cadre procédural de la Transition s'impose progressivement comme un thème central du débat médiatique. La récurrence de ce cadrage dans plusieurs médias contribue à installer la problématique de la feuille de route comme un indicateur clé de la crédibilité du processus de Refondation. Dans ce contexte, les prises de parole des autorités, visant à confirmer la préparation du document et son imminente transmission à l'organisation régionale, participent à structurer la séquence médiatique autour de l'enjeu du respect des engagements pris à l'échelle internationale. (**IBC, MBS, L'Express de Madagascar, Gazetiko**)

Face à cette échéance, les déclarations des responsables de la Refondation s'attachent à affirmer que les documents demandés sont prêts à être remis dans les délais. La ministre d'État chargée de la Refondation indique que la feuille de route destinée à la SADC est finalisée, tandis que le chef de l'État, le colonel Michaël Randrianirina, annonce qu'il compte signer le document dès son retour au pays. (***TVM, Real TV, IBC, Midi Madagasikara, L'Express de Madagascar, AZ Radio***)

Parallèlement, certaines prises de position dans l'espace médiatique soulignent que la feuille de route aurait pu faire l'objet d'une consultation plus large en amont. Cette interrogation renvoie à une question récurrente dans les débats autour de la Transition : celle du degré d'inclusivité du processus de définition des orientations politiques. Ces remarques apparaissent principalement sous forme de commentaires ou d'analyses ponctuelles, sans constituer pour l'instant un débat structuré. Elles témoignent d'une attente d'une partie de l'opinion concernant les modalités de construction du cadre institutionnel de la Refondation. (***MBS, L'Express de Madagascar, Gazetiko, RDB***)

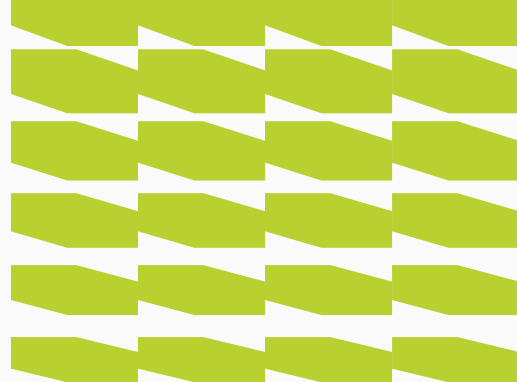
À la veille de l'échéance, un élément nouveau apparaît dans les déclarations du PRRM. Ce dernier a précisé que le document destiné à la SADC ne constitue pas à proprement parler une feuille de route, mais plutôt un rapport incluant un chronogramme de la Transition. Cette précision introduit une nuance importante dans la compréhension du processus. Dans l'espace médiatique, elle contribue à déplacer légèrement la perception du document attendu : d'un instrument structurant de pilotage politique vers un rapport décrivant l'état d'avancement du processus et ses perspectives. Cette distinction n'est pas sans effet sur la narration médiatique. Elle a contribué à entretenir une certaine ambiguïté quant au statut exact du document et à la nature des engagements qu'il contient. (***MBS, L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, RDB, Radio Antsiva***)

Conclusion

Le monitoring médiatique de février 2026 met en évidence un paysage informationnel encore fortement structuré par le récit institutionnel, dans un contexte politique marqué par la Refondation et les incertitudes entourant la transition. Cette domination du cadrage officiel montre une faible diversité discursive et confirme une tendance à la centralisation narrative. Pour autant, les émissions radiophoniques interactives constituent des zones d'expression citoyenne actives. Les auditeurs y expriment une méfiance persistante envers la CENI, des interrogations sur la durée de la transition, ainsi que des demandes de transparence concernant la feuille de route. Ces espaces jouent un rôle fondamental dans la captation de l'opinion réelle, en offrant une plateforme alternative face à un discours institutionnel très présent.

Cette situation pose un enjeu crucial : celui de la qualité du débat public. Un paysage médiatique dominé par une seule grille de lecture limite la capacité collective à identifier les risques, à débattre des choix structurants et à interroger les orientations politiques, notamment en période de transition. Les signaux émis par la société civile, les auditeurs et certains segments de l'opinion montrent pourtant que la demande sociale est forte : davantage de transparence, de pédagogie, d'inclusivité et d'analyse.

Dans un contexte de transition politique majeure, les médias jouent également un rôle déterminant dans la construction des perceptions collectives et la consolidation du débat public. Le mois de février 2026 illustre à quel point la couverture médiatique peut influencer la lisibilité d'un processus politique -en l'occurrence, celui de la Refondation- et la compréhension citoyenne des enjeux institutionnels, diplomatiques et électoraux.



Merci

Nous vous remercions pour l'intérêt que vous portiez pour la liberté d'expression à Madagascar et l'amélioration de l'environnement journalistique malgache



+261 34 04 273 18



www.ilontsera.mg



Près Lot VS 124
Miandrarivo Ambanidia